

Construire ensemble le projet du changement

intervention de Pierre-Alain Muet au Conseil Fédéral du Rhône du PS, le 3 avril 2006

La France va mal. Depuis 3 ans et demi il n'y a eu quasiment aucune création d'emploi, les inégalités n'ont jamais été aussi profondes, la négociation sociale est en panne et la cohésion de notre pays a été mise à l'épreuve lors des émeutes des banlieues. L'autisme du Premier ministre et du président de la république sur le CPE a révélé le mépris dans lequel le gouvernement tient le Parlement, les syndicats et la jeunesse à laquelle ils n'offrent pour seule perspective que la généralisation de la précarité.

A l'opposé de la politique de Villepin, notre projet reconnaîtra pleinement les aspirations de la jeunesse. Le droit à l'emploi, à une véritable autonomie, à une formation qualifiante, à un contrat durable pour entrer dans la vie active.

A l'opposé de la politique conduite depuis bientôt 4 ans qui a vu s'accroître la précarité, se défaire le lien social et remettre en cause le droit de tous à l'éducation, notre projet sera celui du plein emploi, de la sécurité professionnelle, de la priorité à l'éducation et à la formation tout au long de la vie.

A l'opposé de la méthode Villepin du passage en force, notre projet sera celui de l'extension de la démocratie : démocratie politique avec la reconnaissance des droits du parlement, démocratie sociale avec le respect et l'extension du champ de la négociation sociale, démocratie citoyenne avec l'introduction de lois d'initiative citoyenne ou la saisine du conseil constitutionnel par les citoyens.

Ce sera enfin le projet de tous les socialistes. Car ce projet que nous élaborons ensemble, c'est celui qui portera notre candidate ou notre candidat à l'élection présidentielle.

Que ce serait-il passé si nous n'avions pas la commission du projet qui réunit chaque semaine sur les différents thèmes les principaux responsables de notre parti. Nous serions dans une situation absurde où après avoir adopté à la quasi unanimité au congrès du Mans une feuille de route pour les années à venir, chacun serait parti, avec ses experts, avec ses militants, avec ses clubs dans une pré-campagne présidentielle, alors même que le combat qui se déroule aujourd'hui contre la précarité montre la force que représente l'unité, l'unité des forces de gauche et l'unité des syndicats. Et si notre parti tient toute sa place dans ce combat, c'est justement parce qu'au delà des ambitions personnelles, notre parti est uni ; uni sur un programme, uni sur un projet.

Mais pour construire le projet du changement auquel aspirent les Français nous devons y associer l'ensemble de nos militants et des sympathisants. Nous devons également en débattre avec l'ensemble des forces de gauche.

Ce ne sont pas les idées qui manquent, la motion du Mans est riche de nombreuses propositions. Mais nous avons besoin de cette réflexion collective pour dégager des propositions fortes. Qui se souvient des propositions de la campagne de 2002 ? La grande faiblesse du projet de la campagne présidentielle de 2002 c'est de ne pas avoir été élaboré collectivement. En revanche la force de nos propositions dans la campagne des législatives de 1997 (les emplois jeunes, les 35 h, la couverture maladie universelle...) résultait d'un travail collectif.

L'objet des Etats Généraux du projet et des nombreuses réunions que nous tenons dans nos sections et à la fédération sur les différents thèmes du projet, c'est précisément de faire émerger cette réflexion collective indispensable pour construire un vrai projet du changement.

II) Quelles en sont les grandes lignes ?

Tout d'abord l'emploi et l'entrée des jeunes dans la vie active.

Il nous faut d'abord rendre à nouveau crédible la perspective du plein emploi. Pour cela, nous voulons un Etat qui joue pleinement son rôle. A l'Etat minimum de la droite, nous opposons un état qui entreprend : un état qui impulse la création d'emploi, un état qui donne toute sa place à la négociation sociale, un état développeur mettant en oeuvre une véritable stratégie industrielle avec les collectivités territoriales pour favoriser l'innovation et la croissance.

Car la faible croissance de la France n'est pas due à la conjoncture mondiale qui n'a jamais été aussi brillante qu'au cours de ces 3 dernières années. Elle est due à une économie française qui n'a aucun moteur interne ni du côté de l'emploi, ni du côté des revenus salariaux, ni du côté de l'investissement. Le démantèlement par les gouvernements Raffarin et Villepin de tous les instruments de la politique de l'emploi a cassé le ressort des créations d'emplois, l'absence de négociation sociale limite la progression des revenus salariaux et comme l'emploi et les revenus individuels augmentent peu, la demande reste faible et pèse sur l'investissement.

Nous relancerons la négociation sociale pour favoriser l'emploi et la hausse des revenus salariaux par :

- une conférence annuelle tripartite
- le rétablissement d'une vraie hiérarchie des accords, les accords d'entreprise ne pouvant être moins favorables que les accords de branche
- des accords majoritaire à tous les niveaux de la négociation collective

Nous mettrons en oeuvre une réforme fiscale pour accroître les revenus les plus modestes à travers la réforme de l'ensemble IR, CSG, PPE, et nous rééquilibreront les prélèvements sur le travail et la capital pour que les cotisations sociales employeur soient assises sur l'ensemble de la richesse produite.

A la précarité nous opposerons la sécurité et la progression professionnelle. Car c'est en sécurisant les parcours professionnels qu'on permet à chacun de se former, de changer d'emploi, de progresser, de se construire une carrière. La sécurité professionnelle c'est la première condition pour retrouver la confiance.

Le premier étage de cette politique concernera l'entrée des jeunes dans la vie active. Quelque soit le nom donné à ce programme – EVA est plutôt un joli nom – et les modalités précises qui font encore débat au sein de la commission du projet, il aura pour objectif de permettre aux jeunes de nouer un contrat durable avec les entreprises. Le CPE est une terrible marque de défiance envers la jeunesse. Nous leur proposerons au contraire un contrat de confiance avec des droits et des devoirs.

Deuxième priorité l'éducation

Nos propositions s'organisent autour d'une idée simple : en matière éducative, la véritable égalité aujourd'hui, c'est de donner en quelque sorte plus d'école à ceux qui n'ont pas dans leur milieu familial le complément de formation. C'est pourquoi nous mettrons l'accent sur la petite enfance, pour permettre

à tous les enfants qui le peuvent et dont les parents le souhaitent, d'être accueillis à l'école le plus tôt possible.

De même nous dégagerons les moyens pour renforcer l'accompagnement scolaire des élèves en difficultés dans le primaire. Nous donnerons des moyens aux établissements des ZEP pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle.

Il faut que chaque lycée, où qu'il soit sur le territoire, puisse permettre des parcours d'excellence en ouvrant et en diversifiant les filières d'accès aux grandes écoles.

Enfin à une époque où l'on parle d'économie de la connaissance il n'est pas acceptable que les moyens accordés à nos universités soient aussi faibles. Nous dépensons pour notre enseignement supérieur 2 fois moins que les Etats-Unis et nous sommes le seul pays industrialisé où la dépense par étudiant est inférieure à la dépense par lycéen. Nous nous engageons à la porter en 5 ans au même niveau que la dépenses par lycéen.

Nous ouvrirons un droit à la formation tout au long de la vie pour permettre à ceux qui n'ont pas eu la formation initiale nécessaire d'avoir des droits à faire valoir tout au long de leur parcours professionnel.

Troisième priorité : le logement

La question du logement est aussi essentielle que celle de l'emploi : pour vivre décemment, il faut un revenu et il faut un toit. Plus de 3 millions de nos concitoyens sont aujourd'hui mal logés et 5 millions vivent dans des situations de logement fragile. Pour améliorer la mixité sociale nous renforcerons l'application de la loi SRU et au congrès du Mans, nous nous sommes fixés l'objectif de créer 125 000 logements sociaux par an.

Le socle indispensable pour permettre une véritable politique du logement est la disponibilité de terrains à prix raisonnables. Les deux pistes que nous étudions sont la généralisation des établissements publics fonciers régionaux et le partage de la plus-value foncière entre le constructeur et la collectivité qui, par ses investissements a rendu le terrain constructible.

Quatrième priorité : le développement durable

Nous reconnaissons tous aujourd'hui que notre modèle de croissance économique va dans le mur d'un point de vue écologique. Dans le meilleur des cas, nous agissons a posteriori en corrigeant les effets nocifs du développement économique, alors qu'il faudrait au contraire que le modèle de développement corrige de lui même ses négatifs sur l'environnement.

Pour cela, il faut que le prix des biens échangés sur les marchés reflète le vrai coût pour l'humanité de la consommation de ressources non renouvelables et de la pollution. Ceci suppose une taxation écologique significative.

Mais il faut également que nous changions notre conception du progrès en cessant de mesurer les performances économiques (et implicitement le bien-être) à l'aide d'un indicateur – le PIB - qui ignore tout des prélèvements sur l'environnement. C'est pourquoi nous voulons privilégier un indice de type Indicateur de développement humain et indice de bien être durable (IBED) pour nous engager pleinement dans le développement durable.

Nous développerons la démocratie politique et la citoyenneté :

- en redonnant une pleine souveraineté législative du Parlement et en restreignant le champ d'application de l'article 49-3, du vote bloqué, des ordonnances...
- en instituant le mandat parlementaire unique en même temps que le statut de l'élu,
- en respectant la parité dans toutes les élections,
- en instituant le droit de vote des résidents étrangers dans les élections locales.

Nous réfléchissons à l'instauration d'un service civique obligatoire, qui s'articulerait avec notre projet d'entrée dans la vie active.

Enfin la laïcité reste pour nous la pierre angulaire du pacte républicain. Elle est la seule voie pour vivre ensemble dans la république avec toutes nos différences, car nos différences sont une richesse, mais sans jamais que l'une de ces différences dicte sa loi à la communauté nationale.